

# Les savoirs paysans dans le continuum Recherche – Conseil – Formation

Comment faire dialoguer des approches de recherche et de terrain en matière de transition agroécologique ? Comment définir les savoirs paysans et quelle place leur donner dans les dispositifs de FAR ? Quelles conditions réunir pour rendre effectif un continuum Recherche – Conseil – Formation ? Voici entre autres les enjeux abordés dans cette discussion à trois voix.

*Grain de sel : Comment définiriez-vous les savoirs endogènes ?*

**Jean Pierre Del Corso :** En tant que chercheur, je citerai Toledo qui les définit comme des "systèmes de connaissances accumulatifs, dynamiques, ouverts, qui se construisent à partir des expériences locales transgénérationnelles". Il s'agit de savoirs très ancrés dans les sociétés et transmis en héritage d'une génération à l'autre, avec des dimensions symboliques et contextuelles fortes. La question des savoirs endogènes est universelle : elle se pose dans toutes les géographies, à toutes les époques.

**Patrick Delmas :** En tant que conseiller agricole, je me nourris des savoirs et des pratiques des producteurs. Sont-ils traditionnels et endogènes ? C'est toujours délicat de répondre lorsqu'on travaille sur différents types de systèmes en évolution permanente. Au Niger par exemple, la chenille de nuit est apparue en 2013 sur la tomate pour devenir un fléau. Autour de Niamey, les producteurs ont augmenté la densité de plants de tomates dans leur parcelle pour miser sur le début de la récolte (fleurs du

bas) en sachant que "celles du haut" seraient perdues à cause de ce ravageur. Les savoirs et les pratiques des paysans se sont développés avec le temps. Sur le système pastoral, on peut distinguer plus simplement ce qui relève du savoir endogène et d'une transmission de génération en génération : le savoir des éleveurs mêle environnement, santé animale, soins, lecture des paysages...

**Guillaume Gillet :** On peut aussi prendre l'exemple du compost, qui est souvent étiqueté "savoir endogène", alors qu'il s'agit dans la plupart des cas d'une adaptation des compostages japonais : on en trouve plein de "versions" différentes sur le continent africain et ailleurs. Il peut y avoir des pratiques et des savoirs paysans, sans qu'ils soient forcément endogènes. Ces derniers ont été régulièrement dénigrés par la recherche et les institutions pour leur manque de scientificité et de généralisation. Mais leur force tient justement à ce qu'ils s'adaptent à des contextes particuliers. Autre aspect intéressant : leur véridicité n'a de sens qu'au sein de communautés d'appartenance, de pratiques, de groupements d'agriculteurs. Ce qui est qualifié de "bonne pratique agricole" peut être vrai

LES SAVOIRS PAYSANS  
SE SONT DÉVELOPPÉS SUR  
LE TEMPS LONG :  
C'EST PARFOIS DÉLICAT DE  
DISTINGUER CE QUI RELÈVE  
DE L'ENDOGENE OU NON

et légitime pour un groupe et ne le sera pas forcément pour un autre.

**JPDC :** Finalement, en matière d'innovation de pratiques et de démarche agroécologique, il ne faut pas considérer d'un côté un savoir "scientifique" et de l'autre un savoir "endogène" issu du terrain : il faut pouvoir envisager leur hybridation, leur complémentarité. La revalorisation des savoirs paysans suppose de dépasser l'idée selon laquelle leur mobilisation irait à l'encontre de la modernité. Cette idée encore très ancrée dans les esprits des responsables politiques et professionnels a conduit à privilégier très largement le recours à des techniques importées. Il en a résulté une aggravation de la dépendance des pays du Sud vis-à-vis des pays du Nord. Cela a pu aussi engendrer des conséquences environnementales désastreuses : usage intensif de la ressource en eau, dégradation de sa qualité, déforestation accélérée, menaces sur le maintien de la biodiversité, etc. L'émergence du concept de l'agroécologie rebat en quelque sorte les cartes. L'usage des savoirs paysans retrouve tout son sens et sa modernité. Cette question réinterroge aussi la place du formateur, du conseiller, du chercheur, qui chacun à leur niveau ont du mal à admettre qu'ils ne sont pas les seuls détenteurs du savoir.

**PD :** Cette question du positionnement est fondamentale. Dans mon métier, comprendre et mobiliser des savoirs issus du terrain ren-



La productrice a fait un choix réfléchi : maximiser la surface cultivée en oignon. Pour cela elle a choisi une taille et une disposition des parcelles qui minimisent les allées : des planches plus grandes, soit moins d'allées et de perte de surface.

Patrick Delmas

force la légitimité de mes propos à différents niveaux. Cela me rend plus crédible auprès des producteurs d'abord, cela prouve que je m'intéresse de près à leur travail, que je comprends ce qu'ils font, car il en va de la crédibilité mais aussi de la confiance. Cela aussi auprès des bailleurs et des institutionnels qui eux, se rendent peu sur le terrain.

### **GDS: Comment s'articulent les savoirs endogènes et les pratiques agroécologiques?**

**JPDC:** Plusieurs auteurs soulignent que l'instauration de modèles agroécologiques va de pair avec la mobilisation de nouvelles connaissances portant notamment sur les effets de la biodiversité, les cycles biogéochimiques, le fonctionnement des agroécosystèmes. Si une partie de celles-ci peut être issue de la recherche en agronomie et en écologie, une autre trouve son origine dans le corpus des savoirs traditionnels paysans. Il faut donc favoriser un dialogue entre ces deux systèmes de savoirs, scientifiques et expérimentaux relevant de deux registres différents de production des connaissances: décontextualisation possible d'une part et contextualisation forte d'autre part. Ils sont complémentaires: les savoirs scientifiques valent en général, c'est une propriété importante pour réaliser le transfert des savoirs dans d'autres situations parentes. Les savoirs paysans valent dans un contexte particulier, et c'est leur force opératoire. L'innovation a besoin de leur hybridation.

**PD:** Le conseil agricole fait en quelque sorte le pont entre les deux: les visites, les observations de terrain, les échanges sont là pour intégrer des pratiques paysannes, des découvertes. Les paysans participent beaucoup de ces systèmes d'observatoire. Et l'on s'appuie beaucoup sur la recherche quand elle est disponible, notamment en matière de lutte intégrée, de réduction d'utilisation des pesticides. Mais il n'y a pas vraiment de référence appliquée au Niger. Il y a une tendance de la recherche à communiquer sur des approches dites plus "participatives", mais cela n'assure pas que la collaboration avec les producteurs se fasse réellement au niveau de la rédaction des protocoles de recherche. Au-delà de comment "se fait" la recherche, il y a aussi la question de l'accessibilité des résultats, qui n'est pas simple..

**GG:** Le fait de réhabiliter les savoirs paysans et de les légitimer au niveau institutionnel est la condition nécessaire mais pas suffisante pour qu'une collaboration effective entre chercheurs et producteurs ait lieu. Aujourd'hui on parle "d'innovation inverse", c'est-à-dire que contrairement à une re-



*Un inconvénient de l'optimisation de l'espace: la productrice doit rentrer sur ses parcelles pour les travaux de culture, repiquage et désherbage principalement. Compte tenu de la nature sableuse du sol cela ne dégrade pas significativement la structure du sol, mais le désherbage peut demander plus de temps.*

Patrick Déimas

cherche verticale issue du Nord, une recherche qui vise à intégrer les connaissances du Sud, à voir comment elles peuvent nourrir et revisiter, inspirer les modèles agricoles du Nord. Mais dans le domaine du développement rural, les deux régimes de savoirs collaborent encore trop peu.

### **GDS: Quelle prise en compte des savoirs paysans en matière de TAE dans la FAR aujourd'hui? Comment les revaloriser au sein des dispositifs?**

**PD:** Au Réseau des Chambres d'Agricultures du Niger (RECA), on démarre l'accompagnement par ce qu'on appelle la "déstabilisation". On cherche à casser la barrière induite par des décennies de conseil agricole: sur tout un tas de sujets, les conseillers comme les producteurs peuvent réciter, comme une rengaine des "savoirs", des techniques qui ne sont pourtant pas forcément appliquées. Ces "recettes toutes faites" sont loin d'être aussi complexes que les savoirs des paysans. Pour comprendre réellement la logique de ces derniers, il faut questionner les facteurs limitants. Par exemple, une femme avait réduit

l'espacement de ses planches et la critique était que ce faisant, elle tassait trop le sol en marchant sur certains espaces (voir les deux photos). Or sa contrainte majeure était la très faible taille de son espace. Ce type d'adaptation devrait être vue positivement, comme une optimisation.

**JPDC:** À un niveau plus institutionnel, ce n'est que récemment que les savoirs paysans ont fait l'objet d'une attention renouvelée de la part d'acteurs comme la FAO ou encore le Fonds International de Développement Agricole, qui estime dans son rapport de 2016 que ces savoirs représentent des ressources majeures pour guider les sociétés dans leurs interactions avec le milieu environnant. Du côté académique, des travaux commencent à s'intéresser à leur rôle dans la protection et la conservation de la biodiversité. Mais le renouveau des savoirs paysans est avant tout dû à des initiatives locales, des communautés d'agriculteurs qui s'organisent et les remettent à jour pour surmonter des impasses technico-économiques et retrouver un certain degré d'autonomie financière. C'est le cas au Sénégal, où des fermes écoles agroécologiques récemment créées parviennent à réactiver des savoirs et des pratiques agricoles endogènes dans des démarches collectives: projet Beer Shéba, Act-Sol, Kaydara, Nguiguiss Bamba et Tolour Keur. Ces expériences restent cependant encore localisées et de portée limitée, d'où l'importance de mettre en place des dispositifs de formation professionnelle susceptibles de favoriser leur essaimage à des échelles territoriales élargies. Cela suppose de repenser la structuration même de la formation professionnelle: ouverture accrue à des apports de professionnels de terrain détenteurs de savoirs paysans et réorientation des processus

**LA REVALORISATION  
DES SAVOIRS PAYSANS  
SUPPOSE DE DÉPASSER  
L'IDÉE SELON LAQUELLE  
LEUR MOBILISATION IRAIT  
À L'ENCONTRE DE  
LA MODERNITÉ**

## LE RENOUVEAU DES SAVOIRS PAYSANS EST AVANT TOUT DÛ À DES INITIATIVES LOCALES, DES COMMUNAUTÉS D'AGRICULTEURS QUI S'ORGANISENT ET LES REMETTENT À JOUR POUR SURMONTER DES IMPASSES TECHNICO-ÉCONOMIQUES

d'apprentissage. Il ne s'agit plus simplement de transmettre des connaissances mais de mettre les apprenants dans une posture de faire.

**GG:** Dans le programme de recherche action dans lequel nous sommes impliqués avec Jean Pierre, nous interrogeons la confrontation des catégories "formateurs" et "apprenants", et les postures qu'elles entraînent. La formation est conçue dans un binôme professionnel. Dans un premier temps, le formateur accompagne, il est en arrière-plan. Les producteurs vont "faire" et la verbalisation, la mise en sens, n'intervient que dans un 3<sup>e</sup> temps. Le paysan est le détenteur des savoirs endogènes, de compétences qui sont souvent tacites, incorporées, très enfouies. Le rôle du formateur, qui lui ne possède pas forcément ces savoirs, va permettre de les expliciter grâce à ses compétences pédagogiques en vue de leur diffusion et de leur apprentissage. Notre parti pris est de dire qu'avoir un regard critique, une analyse réflexive sur sa pratique, permet par la suite de monter en compétence. C'est d'ailleurs sur cette hypothèse que reposent la plupart des dispositifs de formation et de professionnalisation. J'ajouterai qu'à l'approche de "déstabilisation" qu'évoquait plus haut Patrick, on peut aussi questionner le facteur d'adhérence: pour résoudre les conflits socio-cognitifs provoqués par une innovation ou un changement de pratique, l'apprentissage de pair à pair peut faciliter cette déconstruction.

**PD:** Pour développer cette horizontalité, nous avons instauré des groupes WhatsApp à but uniquement professionnel et les producteurs en sont très friands. On sait qu'en brousse tout le monde n'a pas de smartphone mais il faut bien comprendre que beaucoup l'utilisent comme une radio: le contenu va être écouté, regardé par plusieurs personnes. Le RECA intervient parfois pour recadrer s'il y a de la désinformation (notamment sur les produits et leur utilisation), mais ce sont des producteurs qui animent les échanges. Ils échangent avec des gens d'autres régions, se rendent visite. Le revers de la médaille c'est le temps de suivi des groupes dont certains dépassent les 250 membres, avec une moyenne de 100 vocaux/jour et des vidéos

partagées. Mettre en place ces dispositifs permet de faire remonter des pratiques et des innovations dont on n'entendrait peut-être jamais parler autrement!

**GDS: Quelles conditions sont nécessaires pour qu'un continuum Recherche – Formation – Conseil agricole soit effectif?**

**PD:** Je peux donner un exemple réussi bien que le Niger soit un cas particulier en matière de semences. Le pays se trouve dans la zone de domestication du mil, du niébé, du sorgho. Quand on parle ici de semences améliorées pour les semences pluviales, elles ne sont pas importées, la recherche et la sélection peuvent se faire à partir de variétés paysannes, en lien avec des organisations de producteurs (OP). C'est un exemple de coordination réussie entre Recherche et OP ayant une bonne base organisationnelle. Un exemple contraire, sur la culture de l'oignon: pour améliorer la capacité de conservation des oignons, la Recherche et le conseil agricole ont encouragé une utilisation plus importante de matière organique au lieu des engrais chimiques. De nombreux producteurs ont suivi mais un autre problème est apparu: la matière organique utilisée n'était pas compostée et a apporté de nombreuses graines de mauvaises herbes. L'oignon étant sensible aux adventices et le désherbage de l'oignon demandant trop de temps ou de main-d'œuvre, les producteurs se sont tournés vers les herbicides chimiques.

Cet exemple illustre la complexité: on ne peut pas appliquer une recette sans tenir compte des impacts possibles à un autre niveau du système, il faut avoir une approche systémique. Enfin, l'accessibilité de la recherche et son décloisonnement sont absolument nécessaires: de nombreuses publications de chercheurs sont payantes. Ça questionne: les chercheurs sont formés à l'école publique, leurs travaux sont financés sur des fonds publics mais les résultats sont payants. Il y a aussi le manque de budget: les chercheurs nigériens ne travaillent que trop peu sur les thèmes qu'ils choisissent eux-mêmes, ils sont souvent proposés par des organismes extérieurs.

**GG:** En plus de ce problème d'accès, on peut aussi souligner le fait que pour être publié dans certaines revues africaines, il faut payer. Cela interroge la légitimité, la crédibilité et la véridicité de certaines publications et de la démarche même de recherche.

**JPDC:** Cela ouvre un autre débat sur une tendance actuelle: la privatisation et la marchandisation des connaissances. La production de connaissances recouvre d'importants enjeux économiques. De fait, qui détient le savoir détient aussi le pouvoir d'innovation, d'où l'importance pour les communautés paysannes de conserver la maîtrise de leurs savoirs traditionnels. ■

*Propos recueillis par Alexandra Quet-Viéville*

Jean Pierre Del Corso



*Enseignant d'économie à l'École Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole (ENSFEA) et chercheur rattaché au LEREPS, ses travaux portent principalement sur la gouvernance territoriale et la gouvernance des ressources naturelles et sont axés sur la question du changement de pratiques en agriculture. Site du LEREPS: <https://irdev.org/44EPIdn>*

Guillaume Gillet



*Enseignant à l'ENSFEA, il exerce sur les questions de formation dans le domaine de la mécanisation agricole, de la recherche en didactique professionnelle et dans divers champs à l'international et notamment en Afrique.*

*Tous deux collaborent au sein du programme de recherche "Accompagner la mise en œuvre de dispositifs de formation de formateurs de savoirs endogènes". Ce projet est financé par la Région Occitanie.*

Patrick Delmas



*Assistant technique au RECA Niger depuis plus de dix ans.*